VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 95 — 2638 [S – C – 29369]

15 MEI 1995. – Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepalingen voor de leerkrachten in het onderwijs voor sociale promotie, die titularis zijn van vakken waarvan de indeling gewijzigd wordt ingevolge artikel 137 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inz. op artikel 137;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 17 maart 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 1995;

Gelet op het protocol d.d. 13 april 1995 van sectorcomité IX en van het comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling, in gemeenschappelijke vergadering;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzaak, de administratieve en geldelijke toestand te vrijwaren van leerkrachten, die titularis zijn van vakken die ingevolge artikel 137 van voormeld decreet van 16 april 1991 anders ingedeeld worden daar elke vertraging in het treffen van de maatregelen ernstige budgettaire gevolgen zou hebben;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Leerkrachten die vast benoemd of geworven zijn in een afdeling of een opleidingseenheid die ingevolge artikel 137 van voormeld decreet van 16 april 1991 omgevormd wordt, behoudens het voordeel van hun vaste benoeming in het of de ambten waaronder de vakken van dezelfde discipline of specialiteit ressorteren, die hun in de uit de omvorming tot stand gekomen afdeling of eenheid toegewezen worden.

De ingevolge het 1e lid gelijkgestelde personeelsleden behouden de weddeschaal die zij voor de omvorming genoten als die schaal voordeliger is dan die, waarop hun bekwaamheidsbewijzen hun recht geven.

Art. 2. Dit besluit treedt op 1 september 1993 in werking.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,
Ph. MAHOUX

F. 95 — 2639 [S – C – 29430]

15 MAI 1995. – Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la commission d'homologation des diplômes et certificats de l'enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949, notamment les articles 9 et 10, modifiés par la loi du 1er août 1988, par le décret du 23 mai 1989 et par le décret du 5 septembre 1994;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 23;

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, notamment l'article 1er;

Vu le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'adapter sans délai l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation aux dispositions nouvelles du décret du 5 septembre 1994;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et du Ministre de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995,

Arrête :

Article 1er. § 1er. L'intitulé de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des diplômes et certificats de l'enseignement secondaire est remplacé par l'intitulé suivant :

"Arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats de l'enseignement secondaire."

§ 2. L'intitulé de la section Ière du chapitre II du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Dépôt des certificats délivrés dans l'enseignement secondaire de plein exercice."

§ 3. L'intitulé de la section Ière du chapitre II du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Dépôt des certificats délivrés par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1".

§ 4. L'intitulé de la section 2 du chapitre II du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Homologation des certificats".

Art. 2. L'article 1er du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er. La Commission d'homologation est constituée tous les deux ans par le ou les Ministres qui ont l'enseignement secondaire et l'enseignement de promotion sociale dans leurs attributions. Elle est chargée d'homologuer les certificats d'enseignement secondaire supérieur".

Art. 3. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2. La Commission peut, par un accord de coopération conclu entre les Gouvernements, être habilitée à homologuer les certificats de l'enseignement secondaire relevant de la Communauté germanophone."

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté, les termes "et diplômes" sont supprimés.

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 7. Lors du dépôt, les documents suivants doivent être joints aux certificats d'enseignement secondaire supérieur :

a) une déclaration du chef d'établissement attestant que le programme de l'enseignement effectivement suivi par le titulaire dans les trois dernières années d'études secondaires est un programme de l'enseignement de la Communauté française ou un programme approuvé en vertu des articles 6 et 24, § 2, 2° de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou un programme équivalent dont le détail sera joint;

b) le procès-verbal des délibérations en vue de la délivrance de ces titres;

c) en ce qui concerne les certificats d'enseignement secondaire supérieur général, technique ou artistique, soit le certificat d'enseignement secondaire inférieur homologué ou délivré par le Jury de la Communauté française ou le Jury de la Communauté germanophone, accompagné des attestations d'orientation couvrant les troisième, quatrième et cinquième années d'études suivies avec fruit et la partie de la sixième année éventuellement suivie dans un autre établissement que l'établissement terminal et s'il échet, les procès-verbaux des décisions d'admission;

soit l'attestation d'orientation de la troisième année d'enseignement général, technique ou artistique portant le sceau apposé par la Commission d'homologation à l'issue du contrôle de régularité qu'elle aura opéré ainsi que les attestations d'orientation couvrant les quatrième et cinquième années d'études suivies avec fruit et la partie de la sixième année éventuellement suivie dans un autre établissement que l'établissement terminal et s'il échet, les procès-verbaux des décisions d'admission. Pour l'élève ayant rejoint la quatrième ou la cinquième année d'enseignement général, technique ou artistique après avoir effectué sa scolarité dans l'enseignement proffessionnel, le dossier comportera en outre l'attestation d'orientation de la quatrième année d'enseignement professionnel portant le sceau apposé par la Commission d'homologation à l'issue du contrôle de régularité qu'elle aura opéré;

— en ce qui concerne les certificats d'enseignement secondaire supérieur professionnel, soit le certificat d'enseignement secondaire inférieur homologué ou délivré par le Jury de la Communauté française ou le Jury de la Communauté germanophone, accompagné des attestations d'orientation couvrant les quatrième, cinquième et sixième années d'études suivies avec fruit et la partie de la septième année ou de la première année d'enseignement professionnel secondaire complémentaire éventuellement suivie dans un autre établissement que l'établissement terminal, le certificat d'études de la sixième année d'enseignement secondaire professionnel et s'il échet, les procès-verbaux des décisions d'admission;

soit l'attestation d'orientation de la quatrième année d'enseignement professionnel portant le sceau apposé par la Commission d'homologation à l'issue du contrôle de régularité qu'elle aura opéré ainsi que les attestations d'orientation couvrant les cinquième et sixième années d'études suivies avec fruit et la partie de la septième année ou de la première année d'enseignement professionnel secondaire complémentaire éventuellement suivie dans un autre établissement que l'établissement terminal, le certificat d'études de la sixième année d'enseignement secondaire professionnel et s'il échet, les procès-verbaux des décisions d'admission. Pour l'élève ayant rejoint la quatrième, la cinquième, la sixième, la septième année d'enseignement professionnel ou la première année d'enseignement professionnel secondaire complémentaire après avoir effectué sa scolarité dans l'enseignement général, technique ou artistique, le dossier comportera en outre l'attestation d'orientation de la troisième année d'enseignement général, technique ou artistique portant le sceau apposé par la Commission d'homologation à l'issue du contrôle de régularité qu'elle aura opéré;

d) pour les titulaires qui ont accompli des études dans des établissements d'enseignement secondaire de régime étranger, la décision ministérielle d'équivalence aux certificats ou attestations visées au point *c)* ci-dessus ou les attestations d'études partielles suivies avec fruit dans des etablissements d'enseignement secondaire de régime étranger que la Commission prendra en considération en vertu de l'article 10 § 5 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires telles qu'elles ont été modifiées."

Art. 6. A l'article 8 du même arrêté, les termes "diplômes et" sont supprimés.

Art. 7. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 10. Le droit d'homologation des certificats d'enseignement secondaire supérieur s'élève à mille francs par titre déposé. Le prix d'un extrait du procès-verbal en remplacement d'un certificat s'élève à mille francs.

Ces droits sont versés sur le compte du comptable des recettes de l'administration concernée.

Le récépissé doit être remis au délégué du ou des Ministres qui ont l'enseignement secondaire et l'enseignement de promotion sociale dans leurs attributions."

Art. 8. A l'artircle 10*bis* du même arrêté, les mots "et diplômes" sont supprimés.

Art. 9. L'article 10*ter* du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 10*ter*. Lors du dépôt des certificats d'enseignement secondaire supérieur, devra être jointe une déclaration du chef d'établissement attestant que le certificat délivré aux titulaires correspond à un ensemble d'unités de formation conduisant à ce certificat".

Art. 10. A l'article 12 du même arrêté, les termes "ou diplôme" sont supprimés .

Art. 11. A l'article 17 du même arrêté, les termes "diplômes et" et "diplôme ou" sont supprimés.

Art. 12. A l'article 18, 2ème alinéa, les termes "diplômes et" sont supprimés.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année scolaire 1993 - 1994, à l'exception de l'article 3 qui entre en vigueur a partir de l'année scolaire 1994 -1995.

Art. 14. Le Ministre de l'Enseignement supérieur et le Ministre de l'Education sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française;
Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,
Ph. MAHOUX

VERTALING

N. 95 — 2639 [S - C - 29430]

15 MEI 1995. – Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 30 juni 1989 tot regeling van de inrichting en werking van de commissie voor homologatie van de diploma's en getuigschriften van het secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 19497 inzonderheid op de artikelen 9 en 10, gewijzigd bij de wet d.d. 1 augustus 1988, bij het decreet d.d. 23 mei 1989 en bij het decreet d.d. 5 september 1994;

Gelet op de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 23;

Gelet op de wet d.d. 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het decreet d.d. 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten d.d. 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende de noodzaak om de organisatie en de werking van de Commissie voor Homologatie aan de nieuwe bepalingen van het decreet d.d. 5 september 1994 aan te passen;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en van de Minister van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 15 mei 1995,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Het opschrift van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1989 tot regeling van de inrichting en werking van de Commissie voor homologatie van de diploma's en getuigschriften van het secundair onderwijs wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de inrichting en werking van de Commissie voor Homologatie van de getuigschriften van het secundair onderwijs".

§ 2. Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Indienen van de in het secundair onderwijs met volledig leerplan uitgereikte getuigschriften".

§ 3. Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Indienen van de door het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 uitgereikte getuigschriften".

§ 4. Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Homologatie van de getuigschriften".

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1. De Commissie wordt om de twee jaar samengesteld door de Minister(s) tot wier bevoegdheid het secundair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie behoren. Ze wordt gelast de getuigschriften van het hoger secundair onderwijs te homologeren".

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 2. De Commissie kan door een samenwerkingsakkoord tussen de Regeringen gemachtigd worden om de getuigschriften van het secundair onderwijs dat onder de Duitstalige Gemeenschap ressorteert, te homologeren".

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden "en diploma's" geschrapt.

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 7. De volgende documenten dienen gevoegd bij de in te dienen getuigschriften van hoger secundair onderwijs :

a) een verklaring van het inrichtingshoofd waaruit blijkt dat het door de houder gevolgde leerplan in de laatste drie jaren van het secundair onderwijs, een leerplan is van het onderwijs van de Franse Gemeenschap of een leerplan goedgekeurd krachtens de artikelen 6 en 24, § 2, 2° van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of een gelijkwaardig leerplan waarvan de gedetailleerde inhoud moet worden bijgevoegd;

b) de notulen van de beraadslaging met het oog op de uitreiking van deze titels;

c) wat de getuigschriften betreft voor het hoger secundair algemeen, technisch of kunstonderwijs :

ofwel het getuigschrift van lager secundair onderwijs gehomologeerd of uitgereikt door de Examencommissie van de Franse Gemeenschap of de examencommissie van de Duitstalige Gemeenschap, samen met de oriënteringsattesten die het derde, het vierde en het vijfde leerjaar van het secundair onderwijs, met vrucht gevolgd, dekken, en het gedeelte van het 6e leerjaar eventueel gevolgd in een ander onderwijsinrichting dan die waar de studiën beëindigd zijn en, in voorkomend geval, de notulen van de beraadslaging van de toelatingsraad;

ofwel het oriënteringsattest van het 3e leerjaar algemeen, technisch of kunstonderwijs voorzien van het door de Homologatiecommissie aangebrachte zegel na de controle op de regelmatigheid die ze heeft uitgeoefend, alsmede de oriënteringsattesten die het vierde en het vijfde leerjaar, met vrucht gevolgd, dekken en het gedeelte van het zesde jaar eventueel gevolgd in een andere inrichting dan die waar de studies beëindigd zijn en, in voorkomend geval, de notulen van de beraadslaging van de toelatingsraad. Voor de leerling die in het vierde of het vijfde leerjaar algemeen, technisch of kunstonderwijs terechtkomt, nadat hij in het beroepsonderwijs is geweest, moet het dossier bovendien een oriënteringsattest bevatten van het vierde jaar beroepsonderwijs, dat het door de Homologatiecommissie aangebrachte zegel draagt, na de controle op de regelmatigheid die ze heeft uitgeoefend;

— wat de getuigschriften betreft voor hoger secundair beroepsonderwijs, ofwel het getuigschrift van lager secundair onderwijs, gehomologeerd of uitgereikt door de Examencommissie van de Franse Gemeenschap of de Examencommissie van de Duitstalige Gemeenschap, samen met de oriënteringsattesten die het vierde, het vijfde en het zesde leerjaar, met vrucht gevolgd, dekken, en het gedeelte van het zevende jaar of van het eerste jaar aanvullend secundair beroepsonderwijs, eventueel gevolgd in een andere inrichting dan die waar de studies beëindigd zijn, het getuigschrift van het 6e leerjaar secundair beroepsonderwijs en, in voorkomend geval, de notulen van de beraadslaging van de toelatingsraad;

ofwel het oriënteringsattest van het vierde jaar beroepsonderwijs met het door de Homologatiecommissie aangebrachte zegel na de controle op de regelmatigheid die ze heeft uitgeoefend, alsmede de oriënteringsattesten die het vijfde en het zesde leerjaar, met vrucht gevolgd, dekken en het gedeelte van het zevende leerjaar of van het eerste jaar aanvullend secundair beroepsonderwijs, eventueel gevolgd in een andere inrichting dan die waar de studies werden beëindigd en, in voorkomend geval, de notulen van de beraadslaging van de toelatingsraad. Voor de leerling die in het vierde, het vijfde, het zesde, het zevende jaar beroepsonderwijs of in het eerste jaar aanvullend secundair beroepsonderwijs terechtkomt nadat hij het algemeen, technisch of kunstonderwijs heeft bezocht, moet het dossier daarenboven het oriënteringsattest van het derde jaar algemeen, technisch of kunstonderwijs bevatten dat het door de Homologatiecommissie aangebrachte zegel draagt, na de controle op de regelmatigheid die ze heeft uitgeoefend;

d) voor de titularissen van getuigschriften van studies, met vrucht gevolgd in inrichtingen voor secundair onderwijs volgens een buitenlands stelsel, de ministeriële beslissing van gelijkwaardigheid met de getuigschriften en attesten bedoeld in punt *c)* hierboven of de attesten voor gedeeltelijke studies, met vrucht gevolgd, in inrichtingen voor secundair onderwijs volgens een buitenlands stelsel die de Commissie in aanmerking zal nemen ingevolge artikel 10, § 5 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, zoals gewijzigd".

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden "diploma's en" geschrapt.

Art 7. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 10. Het homologatierecht voor de getuigschriften van hoger secundair onderwijs bedraagt 1 000 fr. per ingediend bekwaamheidsbewijs. De prijs van een uittreksel uit de notulen, ter vervanging van een getuigschrift, bedraagt 100 frank.

Die rechten worden gestort op de postrekening van de rekenplichtige der ontvangsten van het betrokken bestuur. Het bewijs van storting moet afgegeven worden aan de afgevaardigde van de Minister(s) tot wiens(wier) bevoegdheid het secundair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie behoren".

Art. 8. In artikel 10bis van hetzelfde besluit worden de woorden "en diploma's" geschrapt.

Art. 9. Artikel 10*ter* van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 10*ter*. Bij het indienen van de getuigschriften van hoger secundair onderwijs moet een verklaring van het inrichtingshoofd gevoegd worden waarbij getuigd wordt dat het bekwaamheidsbewijs, uitgereikt aan de titularissen, overeenstemt met een geheel van opleidingseenheden die tot dit getuigschrift leiden".

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden "of diploma" geschrapt.

Art. 11. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de woorden "diploma's en" en "diploma of" geschrapt.

Art. 12. In artikel 18, 2e lid worden de woorden "diploma's en" geschrapt.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking vanaf het schooljaar 1993-1994 met uitzondering van artikel 3 dat in werking treedt vanaf het schooljaar 1994-1995.

Art. 14. De Minister van Hoger Onderwijs en de Minister van Onderwijs zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs,
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,
Ph. MAHOUX